

Une loi à appliquer et financer.

Le budget du 30 mars 2004 et le plan d'action du 2 avril 2004 prévoient-ils le nécessaire pour mettre en application la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*?

Faits connus au 1 avril 2004

Mise en application de la loi	Budget et crédits 2004-2005		Remarques budget	Remarques plan d'action
	Oui	Non		
Prévisions pour la mise en application générale de la loi (articles 1 à 13)	En partie		<i>Annonce du plan d'action prévue dans les jours suivant le budget. Prévisions de 2,5 G\$ sur 5 ans, mais en réalité le budget dégage 190 M\$ sur trois ans pour toutes les mesures autres que Soutien aux enfants, Prime au travail, logement social.</i>	
Prévision de cibles de revenu à atteindre (article 14, cf articles 59-60)			<i>Voir annonces à venir.</i>	
Modifications à l'aide sociale (article 15) <ul style="list-style-type: none"> Abolition de la coupure pour partage de logement (article 15.1 °) Prestation minimale transitoire non réductible (article 15.2 °) Modification du traitement des actifs et avoirs liquides (article 15.3 °) Modification du traitement de la pension alimentaire (article 15.4 °) 	Fait		<i>Voir annonces à venir.</i>	
Mesures visant à améliorer la situation économique et sociale des familles et personnes en situation de pauvreté (article 17)	En partie		<i>Mesures pour les familles, mais rien pour le moment pour les ménages sans enfant. Voir avec le plan d'action.</i>	
Mise en place des institutions de suivi <ul style="list-style-type: none"> Comité consultatif (articles 22-34) Observatoire (articles 35-45) 			<i>Voir annonces à venir.</i>	
Mise en place du Fonds d'initiatives sociales (articles 46-57)			<i>Crédits moindres de 16 M\$.</i>	
Opération des mécanismes (articles 16, 18-21, 58-70)				

Mesures urgentes à impact budgétaire réclamées	Budget 2004-2005		Remarques budget	Remarques plan d'action
	Oui	Non		
Appauvrissement zéro du cinquième le plus pauvre de la population	X		<i>Indexation généralement prévue. Compensera-t-elle toutefois les déficits de services et les hausses de tarifs ? Par ailleurs les étudiantEs se retrouveront plus endettés par la transformation d'une partie des bourses en prêts.</i>	
Barème plancher <ul style="list-style-type: none"> • Élimination complète des pénalités • Couverture des besoins essentiels 			<i>Voir annonces à venir.</i>	
Gratuité des médicaments à l'aide sociale et pour les personnes âgées recevant le supplément de revenu garanti			<i>Voir annonces à venir.</i>	
Reconfiguration des allocations familiales	X		<i>550 M\$. La demande était de 400 M\$.</i>	
Logement social	X		<i>256 M\$ annoncé, mais si on retire l'aide au logement privé qui ne contribue pas à lutter contre la pauvreté, le résultat ressemble aux demandes minimales (128 M\$) faites par le FRAPRU pour le respect des engagements. Les annonces ne vont pas aussi loin que les promesses prébudgétaires obtenues.</i>	
Mesures de formation, insertion et emploi		X	<i>30 M\$ de moins en crédits pour l'aide à l'emploi</i>	
Mesures urgentes à impact non budgétaire réclamées				
Normes minimales du travail de qualité				
Salaire minimum qui sorte de la pauvreté				

Conclusion :

